

# Nations Unies

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-NEUVIÈME SESSION

Documents officiels



1289<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Jeudi 3 décembre 1964,  
à 10 h 30

NEW YORK

## SOMMAIRE

Page.

Point 9 de l'ordre du jour provisoire:

Ouverture de la discussion générale

Discours de M. Leitão da Cunha (Brésil) . . . 1

**Président:** M. Alex QUAISON-SACKKEY  
(Ghana).

## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

### Ouverture de la discussion générale

1. M. LEITAO DA CUNHA (Brésil) [traduit de l'anglais]: Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter très chaleureusement de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale. L'unanimité avec laquelle les Membres de l'Organisation vous ont désigné pour occuper ces hautes fonctions est particulièrement significative, car elle montre la grande estime en laquelle votre nom est tenu aux Nations Unies et la conviction que par vos qualités d'homme d'Etat vous saurez au mieux guider l'Assemblée à cette heure.

2. Ce n'est pas par hasard qu'un représentant distingué de l'Afrique préside cette session. Votre élection montre que l'Assemblée générale attend avec espoir et confiance la contribution que les jeunes Etats d'Afrique apporteront à la solution des graves problèmes qui perturbent le monde.

3. J'ai entendu avec le plus vif intérêt les paroles éloquentes que vous avez prononcées en acceptant la présidence et qui montrent à quel point vous comprenez votre devoir et le nôtre. Vous avez parlé des voix de l'Afrique. Dans mon pays, elles trouvent un écho. L'un des classiques de la littérature brésilienne n'est-il pas un poème d'Antonio de Castro Alves, grand défenseur de la liberté africaine, intitulé "Voix de l'Afrique"? Ce poème témoigne de l'empreinte qu'ont laissée les Africains dans la race et dans l'âme de notre peuple.

4. Cette année, comme les années passées, nous sommes réunis pour passer en revue les nombreuses activités de l'Organisation des Nations Unies et pour essayer de trouver les solutions satisfaisantes aux grands problèmes dont la solution dépend de la coopération internationale. Je ressens d'autant plus l'honneur qui m'échoit d'ouvrir cette discussion générale que je me rappelle ces jours lointains où j'ai pris part aux travaux de la Commission préparatoire et à la première session de l'Assemblée générale, qui s'est tenue à Londres en 1945-1946. Ainsi je peux me rendre parfaitement compte à quel point la scène internationale a changé en 19 ans

et de tout ce que l'Organisation des Nations Unies a accompli pendant cette période.

5. Une chose pourtant n'a pas changé, ce sont les grands principes qui nous guident et qui sont inscrits dans notre charte. La fidélité du Brésil à ces principes ne s'est pas démentie: ils font partie de la philosophie politique de notre nation. C'est cette fidélité inébranlable aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies que je réaffirme ici aujourd'hui avec fermeté et avec une confiance renouvelée.

6. Le Brésil a maintenant retrouvé ses traditions véritables, dont certains avaient momentanément cherché à le détourner. Grâce à un grand mouvement de renouveau national, mon pays s'est engagé sur la voie du progrès et de l'ordre, ce qui nous permet à nouveau, sans renier le passé, d'envisager l'avenir avec confiance.

7. La pierre angulaire de notre politique internationale comme de notre politique nationale est l'exercice, aussi complet que possible, de notre droit de libre disposition en vertu duquel le peuple brésilien a fait un choix capital — auquel il se tient —, celui de rester fidèle, sur le plan tant spirituel que politique, au système de la démocratie représentative.

8. Le Président des Etats-Unis du Brésil, M. Castello Branco, a, dans un récent discours, défini comme suit les grandes lignes de notre politique étrangère:

"Nous ne devons pas fonder notre politique sur un machiavélisme à notre façon ou sur une doctrine d'extorsion. Nous ne devons pas non plus appuyer à priori la politique de l'une quelconque des grandes puissances, même de celles qui constituent le rempart du monde occidental, car il faut faire la part, dans leur politique étrangère, entre l'intérêt fondamental qu'elles ont à préserver le système occidental et les intérêts propres d'une grande puissance. Bref, une politique étrangère est indépendante en ce sens que la politique d'un Etat souverain l'est par la force des choses. Pour avoir une politique étrangère indépendante dans un monde où les problèmes et les intérêts sont de plus en plus interdépendants, le Brésil doit donc adopter une doctrine et une ligne de conduite qui lui soient propres et ne soient pas subordonnées à des intérêts étrangers aux siens. Les intérêts du Brésil coïncident dans de nombreux cas, et dans des domaines de plus en plus étendus, avec ceux de l'Amérique latine, du continent américain et de la communauté occidentale. Agissant en toute indépendance, nous ne craignons cependant pas de nous montrer solidaires d'autres nations. Placée sous le signe de cette indépendance et de cette solidarité, notre politique étrangère sera active et

adaptée aux conditions de notre époque et aux problèmes de l'heure.

"Pour ce qui est de l'Afrique et de l'Asie, notre objectif n'est pas purement commercial. Toutes les conditions sont réunies pour que s'établissent une coopération fraternelle et une bonne entente entre le Brésil et les peuples qui viennent d'acquérir la liberté et qui entendent la garder. La coopération, la compréhension, la concordance d'intérêts, voilà ce que nous cherchons dans nos rapports avec tous les pays et tous les peuples, compte tenu des hiérarchies de valeurs qui correspondent aux intérêts nationaux. Tels sont les principes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies, aux travaux de laquelle nous participons si activement. Malgré ses imperfections, l'ONU est, dans le monde actuel, un instrument indispensable pour le maintien de la paix. Rien n'est possible sans elle."

9. Notre position est donc clairement définie. Les attaches qui nous unissent à nos frères des républiques d'Amérique latine forment les premiers chaînons de notre solidarité internationale. Nous sommes unis à ces pays par les liens solides de la géographie et de l'histoire et par ceux que créent des traditions et aspirations communes, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour resserrer encore ces liens. Nous ne pouvons pas non plus échapper à l'influence occidentale, qui a marqué notre civilisation et nos institutions, et c'est elle qui nous amène à défendre fermement le mode de vie démocratique que l'Occident cherche à maintenir. D'autre part, nous ne saurions oublier les liens qui nous rattachent à tant de pays d'Afrique, continent qui a tant contribué à la formation du peuple brésilien, et aux pays d'Asie, qui ont comme nous besoin de se développer et avec lesquels nous partageons un idéal de liberté, de progrès et de justice. Toutes les nouvelles nations — et j'entends par là tous les pays en voie de développement — doivent éviter de se laisser arrêter par des idées et des systèmes purement conservateurs; il leur faut absolument poursuivre leur évolution politique et sociale. A l'instar de ce que nous faisons sur le continent américain, ces pays créent des communautés régionales qui peuvent grandement contribuer à établir une harmonie entre les nations et à consolider leurs efforts tout en étant un facteur favorable à la paix mondiale.

10. Suivant sa vocation interaméricaine, occidentale et universelle, le Brésil veut la paix dans la sécurité et la liberté. Afin de préserver notre génération et les générations à venir du fléau de la guerre, que la menace atomique rend plus effroyable encore, le Brésil se prononce sans réserve en faveur d'un désarmement rationnel et contrôlé qui nous donnerait une sécurité que les armes ne peuvent donner.

11. Le Brésil souhaite voir respecter et garantir la dignité de l'homme dans tous les domaines. Nous voudrions que l'ONU contribue à assurer le respect universel des droits fondamentaux de l'homme en éliminant à tout jamais, sous quelque forme que ce soit, la discrimination raciale qui se manifeste encore dans certaines régions du monde.

12. C'est précisément ce respect de la dignité humaine qui nous inspire le désir de voir tous les

hommes jouir d'un minimum de confort matériel et de bien-être social. Pour y parvenir il nous paraît indispensable que les pays développés, dans leur propre intérêt et dans celui de l'humanité tout entière, participent à l'action qui tend à établir plus de justice d'ordre économique sur le plan international.

13. On reconnaît de nos jours qu'il importe d'établir rapidement une structure plus équitable des échanges internationaux pour faire face aux besoins des pays en voie de développement. Le Brésil a activement coopéré avec les pays d'Amérique latine et avec les autres pays qui, unis par des aspirations communes, ont formé le "groupe des soixante-quinze", et il fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer la continuité du programme d'action tracé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. L'Assemblée générale possède aujourd'hui suffisamment d'éléments pour entreprendre de donner suite à l'Acte final de cette conférence. Quoi qu'il en soit, le Brésil pense que la meilleure façon de parfaire les décisions contenues dans cet Acte final est de commencer à les appliquer. Il faut absolument épargner à la Conférence sur le commerce et le développement l'échec historique qu'a connu la Conférence de 1948 sur le commerce et l'emploi. Nous devons éviter à tout prix que l'Acte final de Genève ne se réduise à une simple déclaration de principes comme cela fut le cas pour la Charte de La Havane.

14. L'Assemblée va aussi examiner d'autres questions économiques non moins importantes. Parmi celles que ma délégation tient pour primordiales, et au sujet desquelles nous avons l'intention de faire des propositions à la Deuxième Commission, je mentionnerai la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies et d'une institution spécialisée pour le développement industriel. Ces deux organes s'occuperaient des besoins vitaux des pays en voie de développement.

15. Je n'hésiterai pas à dire qu'arriver à résoudre le problème posé par les termes de l'échange défavorables aux pays en voie de développement est aussi important que maintenir la paix dans le monde. Ce problème intéresse le développement des deux tiers au moins de l'humanité. C'est une question de justice dans les relations internationales et il s'agit là d'un des buts de la Charte des Nations Unies. Nous ne répondrions pas aux grandes espérances que le monde a placées dans notre organisation si, à cette tribune, nous ne luttons pas de toutes nos forces pour améliorer et rendre plus équitables les relations commerciales internationales.

16. Nous voudrions que tous les peuples puissent exercer le droit à l'autodétermination grâce à l'élimination des derniers vestiges du colonialisme agonisant.

17. La Charte de San Francisco a déjà été appelée la Charte de la décolonisation. Sans doute le terme est-il juste, mais il serait encore plus exact et plus approprié de dire: de la décolonisation pacifique. La postérité verra sans aucun doute dans le Chapitre XI de la Charte l'instrument politique qui a servi à libérer pacifiquement les peuples coloniaux et rendra hommage à la sagesse, à la prudence et à la sagacité

des hommes d'Etat qui ont rédigé ce document. Grâce à l'application progressive, ordonnée et pacifique des dispositions de la Charte et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, plus de la moitié de l'humanité a accédé à l'indépendance en exerçant le droit d'autodétermination. Dans sa sagesse, l'Organisation non seulement a été la force qui a poussé les peuples coloniaux vers l'indépendance, mais elle a encore fourni le cadre juridique et politique qui a permis de mener les négociations et de conclure les accords nécessaires pour que cette évolution puisse se faire dans la paix. Les exceptions à cette règle ne font que mieux mettre en relief la clairvoyance et la sagesse des auteurs de la Charte. Nous avons le devoir de conserver et d'élargir encore l'expérience acquise par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation. Cette expérience a permis à l'Organisation et à ses Etats Membres de s'acquitter de leurs obligations sans accroître la tension internationale. Au contraire, la décolonisation pacifique s'est généralement révélée être un instrument de paix.

18. C'est pour ces raisons que ma délégation considère avec appréhension, voire avec des craintes sérieuses, les initiatives qui tendraient à introduire un élément de violence dans l'application de la procédure de décolonisation prévue par la Charte.

19. L'exercice du droit d'autodétermination a, à notre avis, une valeur de principe qui dépasse les questions posées par le colonialisme. C'est un droit que tous les peuples devraient pouvoir exercer. Je pense notamment à la nation allemande divisée par une ligne de démarcation nullement justifiée et qui est soumise à des restrictions incompatibles avec l'esprit de la Charte.

20. Ce sont là des problèmes fondamentaux que l'on retrouve à propos de nombreux points de l'ordre du jour de cette dix-neuvième session de l'Assemblée générale. J'ai cependant l'impression que nous partageons tous en ce moment un sentiment général d'appréhension en ce qui concerne l'avenir même de notre organisation, son existence, les mesures qu'elle devrait prendre pour atteindre ses objectifs. Je pense à la véritable crise institutionnelle devant laquelle nous nous trouvons par suite du refus de certains Etats Membres de reconnaître leurs obligations financières à l'égard des opérations des Nations Unies pour le maintien de la paix.

21. La délégation brésilienne n'ignore rien des incidences du problème. Nous savons que cette crise menace l'avenir même de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'institution universelle et nous sommes entièrement disposés à appuyer toute mesure de conciliation qui permettrait de résoudre une crise qui se révélerait peut-être fatale.

22. Ma délégation, toutefois, ne saurait accepter des solutions qui impliqueraient le renoncement aux principes qui sont à la base même de l'Organisation, car ce serait, d'une façon différente mais avec la même certitude, la fin de l'Organisation des Nations Unies telle que nous la connaissons, c'est-à-dire d'une institution démocratique où les droits et les obligations sont les mêmes pour tous. Les difficultés auxquelles nous nous heurtons ne sont pas purement

financières; il ne s'agit pas simplement de contributions à verser.

23. Les opérations qui sont à l'origine de cette crise représentent l'une des formes d'action les plus efficaces des Nations Unies. La Charte ne les avait pas prévues, mais leur nécessité a été démontrée par les réalités de la vie internationale et peu à peu elles sont devenues un instrument puissant de l'ONU pour atteindre ses buts.

24. C'est en 1956, lors de la création d'une force internationale stationnée dans la zone de Gaza, que ce genre d'opérations a été entrepris pour la première fois. Cette formule a été reprise lorsque l'Organisation des Nations Unies est intervenue au Congo et à Chypre. Dans tous ces cas, les troupes agissant sous l'égide des Nations Unies n'ont pas eu pour mission de punir ou de repousser l'agresseur, mais d'empêcher, par leur présence, un conflit armé et d'assurer le respect des cessez-le-feu. Plus qu'un simple groupe d'observateurs, moins qu'une armée internationale sur pied de guerre, la Force n'a jamais eu pour mission de se livrer à l'offensive ni de contrôler la région dans laquelle elle opérait. Ce contrôle est exercé par des autorités locales souveraines, au consentement desquelles la venue des troupes a toujours été subordonnée. La Force n'avait pas d'objectifs militaires au sens habituel, mais avait pour but de maintenir un état de paix favorable à un règlement pacifique fondé sur la mise en œuvre des recommandations formulées par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies.

25. On peut admettre que les opérations de maintien de la paix constituent maintenant un concept nouveau et solide, entièrement distinct de celui des mesures coercitives prévues par le Chapitre VII de la Charte. Cette évolution n'est pas incompatible avec la Charte, qui est un instrument vivant, mais les difficultés qui ont surgi jusqu'ici, et dont les problèmes de financement ne représentent qu'un aspect, semblent indiquer que ce concept nouveau devrait être incorporé dans la Charte le plus rapidement possible.

26. On pourrait donc insérer dans la Charte, entre les Chapitres VI et VII, un nouveau chapitre intitulé "Opérations de maintien de la paix". Il y aurait de la sorte une gradation: "Règlement pacifique des différends", "Opérations de maintien de la paix", "Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agression".

27. Les opérations de maintien de la paix seraient ainsi conduites sur le territoire d'un ou de plusieurs Etats Membres ou non de l'Organisation des Nations Unies, sur leur demande ou avec leur consentement. Elles seraient entreprises par des contingents militaires, de préférence désignés d'avance et fournis principalement par des nations petites et moyennes. Leur seul objectif serait de maintenir un état de paix, à la différence des opérations prévues au Chapitre VII et qui peuvent être entreprises contre le gré d'un ou plusieurs Etats ayant violé l'ordre international, en vue d'imposer la volonté de la communauté internationale représentée par les Nations Unies. Cela n'empêcherait évidemment pas de recourir, lors d'opérations de maintien de la paix, à des mesures coercitives dans des circonstances données et pour un temps limité.

La Charte ainsi modifiée pourrait prévoir, en termes plus précis, une méthode de financement tant des actions coercitives que des opérations de maintien de la paix.

28. Je sais fort bien que les idées que je viens d'exposer ne sont pas faciles à mettre en pratique. Nous connaissons bien les difficultés auxquelles on s'est heurté jusqu'ici lorsqu'on a tenté d'adapter la Charte aux exigences nouvelles du monde actuel. Mais la gravité même de ces problèmes fait qu'il est absolument indispensable d'étudier des solutions politiques et constitutionnelles d'ordre global. Il se pourrait même que, ce faisant, on facilite la solution des problèmes immédiats qui se posent à nous et qui, je le répète, semblent menacer l'existence même de notre organisation.

29. A cet égard, la position de mon pays ne saurait être plus claire ou plus catégorique. Le peuple et le gouvernement brésiliens estiment que l'Organisation des Nations Unies offre aux relations internationales un cadre qui est indispensable dans le monde contemporain. Nous n'osons même pas penser à ce qui arriverait si le système de coexistence et de négociations que représente l'Organisation des Nations Unies disparaissait. Ce que nous voulons, c'est voir se consolider et se renforcer la structure et les rouages

des Nations Unies, car seule l'ONU peut nous permettre de traduire en actes notre idéal de paix, de progrès et de développement.

30. Telle est l'opinion du Brésil et je ne puis croire que les autres puissances, notamment celles qui ont parmi nous une position privilégiée du fait de leur importance économique et politique, puissent défendre énergiquement des positions qui risquent de nous mener au désastre.

31. Je souhaite que les générations à venir n'aient jamais à nous reprocher de n'avoir obéi qu'au souci du présent, quand il s'imposait de voir loin; puissent-elles ne jamais dire que, au moment crucial, nous avons manqué de courage et de sagesse quand il s'agissait de bâtir un monde meilleur qui était presque à notre portée.

32. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur la liste pour la séance de ce matin, et j'invite les représentants qui ne se sont pas encore fait inscrire à le faire immédiatement s'ils veulent prendre part à la discussion générale.

33. Notre prochaine séance plénière aura lieu demain matin, à 10 h 30 précises. Nous poursuivrons la discussion générale.

*La séance est levée à 11 h 10.*